

Conseil de Communauté  
du 27 février 2025

♦♦♦♦♦♦♦♦

**PROCES VERBAL DE REUNION**

N°	
1	Renouvellement de la Convention entre le Centre de santé et l'EHPAD la Douceur de Vivre à Martigné sur Mayenne
2	MODIFICATION Statuts et Intérêt communautaire de Mayenne Communauté
3	Finances – Attributions de compensation prévisionnelles de 2025 à verser aux Communes
4	Marchés publics - Prestations de conseils, d'assistance et de représentation juridiques Marchés publics – Appel d'Offres - Autorisation de signature (25SER03)
5	Mise en œuvre du transfert au 1er janvier 2026 des compétences eau potable et assainissement collectif
6	Mise en œuvre du transfert au 1er janvier 2026 des compétences eau potable et assainissement collectif
7	Plan mobilité et schéma cyclable – Attribution d'un fonds de concours pour le stationnement vélo à la Commune de Marcellé-la-Ville
8	Plan mobilité et schéma cyclable – Attribution d'un fonds de concours pour le stationnement vélo à la Commune de La Bazoge-Montpinçon
9	Mobilités – Réseau May'bus – Décision sur les perspectives d'évolution
10	Direction des Affaires Culturelles : Conservatoire Mayenne Communauté – Classes Orchestre à l'Ecole (O.A.E) – Tarifs annuels
11	CULTURE – Versement d'une avance sur la subvention 2025 du centre culturel le Kiosque
12	Tarifs du centre aquatique
13	Economie – Tarifs SERE

## **Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté**

Particulier	Contrat de location pour benne à déchets verts	80 €
HOPITAL DE JOUR NORD « L'ARCHIPEL »	Convention de partenariat	247,50 €
Laurent GANDON (animHisto)	Convention de prestation de service	1 575 €
Association La Production des Sultanes	Convention de mise à disposition de lieu de résidence artistique	/
Bibliothèque départementale	Convention animation premiers romans	/
Bibliothèque	Prêt de matériels	/
Coodémarrage 53	Convention pour journées d'intervention au musée	949,54 €
Petites Lucarnes	Atelier véloptik lors de la nuit de la lecture	400 €
Cinémaniak et Cie	Cession du droit d'exploitation d'un spectacle	420 €
Fastoche Productions	Représentation d'un spectacle	1 899 €
Studio Phantom	Représentations au musée du château de Mayenne	3 644 €
Nantes Université	Partenariat pour la publication des fouilles archéologiques du château de Mayenne	Prise en charge des frais de déplacement et d'hébergements des chercheurs
Medena	Rencontre musicale	500 €
Radeau Studio	Commande d'une œuvre artistique et cession de droits	29 882 €
Manon Larue	Intervention auprès du musée du château de Mayenne	361 €

## **Délibération du Bureau**

Bureau du 22 janvier 2025	1 – Ressources humaines – DR – Service Finances – Transformation d'un poste de gestionnaire finances en un poste de coordonnateur budgétaire
---------------------------	--

## **Décision du Président**

Décision n°2025_01	Admissions en non valeur - Camping
--------------------	------------------------------------

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 27 février 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	53
Contre :	0
Pour :	53
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 21 février, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

## **Sont présents :**

## **En qualité de titulaires :**

M. LE SCORNET, *Président*, M. VALPREMIT, *1<sup>er</sup> Vice-Président*, M. SOUTIF, *2<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *3<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. COULON, *5<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BORDELET, *6<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. RAILLARD, *7<sup>ème</sup> Vice-Président*, Mme D'ARGENTRE, *8<sup>ème</sup> Vice-Présidente (quitte la séance au point n°7)*, M. COISNON, *9<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. DELAHAYE, *10<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BONNET, *11<sup>ème</sup> Vice-Président*, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, BEAUJARD, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, Mme GONTIER, M. PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. MOUTEL, TRANSON, PECCATTE, Mme LELIEVRE, M. PAILLASSE, Mmes LEFOULON, DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. NICOUX, Mme ES SAYEH, LEBOURDAIS, M. MOTTAIS, Mmes JONES, GENEST.

## **En remplacement du titulaire absent :**

Mme RONDEAU donne pouvoir à M. NICOUX  
Mme FOURNIER donne pouvoir à M. BONNET  
M. BULENGER donne pouvoir à M. MONTAUFRAY  
M. BRODIN donne pouvoir à Mme GENEST  
M. GIFFARD donne pouvoir à Mme D'ARGENTRE  
Mme SOULARD donne pouvoir à M. RAILLARD  
Mme SAULNIER donne pouvoir à Mme ES SAYEH  
M. GUERAULT donne pouvoir à M. MARIOTON  
M. TRIDON donne pouvoir à M. MOTTAIS  
M. FAUCON donne pouvoir à M. LELIEVRE

## **Excusés :**

Mme NEDJAAÏ, MM. DOYEN, RIOULT, Mmes THELIER, ROUYERE.

M. BORDELET a été désigné secrétaire de séance.

-----

**1 - Renouvellement de la Convention entre le Centre de santé et l'EHPAD la Douceur de Vivre à Martigné sur Mayenne**

### **Mme D'ARGENTRE expose :**

Une convention est établie entre le centre de santé de Mayenne communauté et l'EHPAD la Douceur de Vivre à Martigné sur Mayenne dans le but de permettre l'accès aux soins des personnes résidant à l'EHPAD. Cette convention est arrivée à terme le 31 décembre 2024.

**Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité, renouvelle cette convention sur les bases suivantes :**

- **la mise en œuvre de consultations programmées et non programmées en direction des personnes résidant à l'EHPAD par le (ou les) médecin(s) du centre de santé ;**
- **la mise en œuvre de consultations programmées en direction des personnes résidant à l'EHPAD par l'infirmière en pratique avancée du centre de santé, selon le protocole mis en œuvre entre le (ou les) médecin(s) du centre de santé et l'infirmière en pratique avancée ;**
- **Sur une durée totale de 3h hebdomadaires maximum, de préférence les lundi, mardi et jeudi, et de 13h30 à 14h30 ;**
- **La facturation mensuelle à l'EHPAD de Martigné, au réel des actes effectués auprès des personnes résidant dans l'établissement ;**
- **la gestion de situations dites urgentes donnant lieu à un forfait spécifique d'intervention de 600 € mensuel : interventions pour des situations médicales spécifiques, sur la demande de l'EHPAD, dans la limite de 3h mensuelles.**
- **la durée de la convention s'établit sur trois ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2027.**

## **2 - MODIFICATION Statuts et Intérêt communautaire de Mayenne Communauté**

### **M. SOUTIF expose :**

Lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023, il a été débattu et validé une nouvelle étape dans la coopération intercommunale, plan stratégique 2023-2026.

Dans un souci constant de rééquilibrage territorial ; à l'exemple du pôle culturel et jeunesse de Lassay ou bien encore le centre de santé de Martigné ; et forte de cette ambition, Mayenne Communauté doit jouer un rôle pivot. La collectivité accompagne les communes financièrement via le pacte financier et fiscal (enveloppe fonds concours classique à 3 millions à laquelle vient s'ajouter un fonds de concours thématique).

L'EPCI se met également aux services de ses communes par :

- l'action portée par le conseiller en économie partagé
- les permanences urbanismes organisées au sein des communes
- le travail engagé avec les secrétaires de mairie sur la mise en œuvre d'une politique d'achat à l'échelle de notre territoire.

Mayenne Communauté entend également s'engager sur une mutualisation efficiente :

- le recrutement d'une secrétaire de mairie
- le recrutement d'un agent technique
- le recrutement d'un travailleur social pour accompagner les communes dans la gestion des situations sociales particulières.

Afin de répondre à ces objectifs, Mayenne Communauté doit s'appuyer sur des compétences solides et stratégiques. Certaines décisions communautaires se confrontent régulièrement à une difficulté d'appréciation de l'intérêt communautaire, qu'il s'agisse de la gestion d'un équipement public, d'une subvention à une association ou encore d'une demande d'aide spécifique pour une manifestation. L'intérêt communautaire, c'est le moyen de laisser aux communes les actions de proximité et de transférer à l'intercommunalité des missions qui, par leur coût, leur technicité, leur ampleur ou leur caractère structurant, s'inscrivent dans une logique intercommunale.

C'est pourquoi, il vous est proposé de réviser et compléter nos statuts et l'intérêt communautaire comme proposé ci-après.

Vu le code général des collectivités et notamment son article L. 5214-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015 M334 du 18 novembre 2015 portant sur la création de la communauté de Communes Mayenne Communauté ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-M-053 du 14 octobre 2019 portant constitution de Mayenne Communauté modifié ;

Vu la délibération n°53 du 20 juin 2019 portant sur la modification des statuts de Mayenne Communauté

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2021 portant constitution de Mayenne Communauté modifié ;

Vu la délibération du 16 septembre relative à la détermination de l'intérêt communautaire prise en application du CGCT (L.5214-26)

Vu la délibération N°1 du 2 décembre 2021 portant sur la prise de compétence centre de santé

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2022 portant constitution de Mayenne Communauté modifié

Vu la délibération du 1<sup>er</sup> février 2024 du conseil communautaire de Mayenne Communauté portant modification des statuts de Mayenne Communauté

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mai 2024 portant constitution de Mayenne Communauté modifié

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales « permettant aux EPCI à fiscalité propre d'aider l'une de leurs communes-membres à assumer une charge, souvent des charges de centralité, qui n'ont pas été mutualisées au niveau communautaire ou qui, sans être communautaire, intéressent plusieurs communes membres, justifiant une intervention de l'EPCI ».

Considérant la validation du document stratégique « Mayenne Communauté : une nouvelle étape dans la coopération intercommunale » lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023

Considérant la volonté de la communauté de communes de construire une politique cohérente et structurée des pratiques sportives en souhaitant porter la construction de 4 terrains synthétiques

Considérant la volonté de Mayenne Communauté de faire évoluer la compétence supplémentaire « petite enfance - jeunesse »

Considérant la nécessité de mettre à jour la compétence supplémentaire « culture » au regard de l'adoption du projet culturel de territoire et de l'étude sur le spectacle vivant

Considérant la volonté de Mayenne Communauté de s'engager fortement dans des actions en faveur de l'inclusion et du sport d'handicap

**Il vous est proposé de modifier et compléter les statuts et l'intérêt communautaire comme défini ci-après :**

#### Compétences supplémentaires

**4° : Participation à une convention France Services** et définition des obligations de service Public y afférentes en application de l'article [27-2](#) de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. (Il s'agit d'une actualisation)

#### **5° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire :**

- La construction, l'aménagement (exception faite de l'éclairage public, des voiries et des vestiaires), l'entretien et la gestion des terrains de football synthétiques
- Actions autour du sport et du handicap

#### **7° De réviser et compléter la compétence culturelle :**

- Conception, pilotage et animation d'un projet culturel de territoire et coordination d'actions à l'échelle du territoire intercommunale

- Conception, pilotage et animation d'une politique Education artistique et culturelle (EAC)

- Opération "Croq' les mots, Marmot !" en convention de partenariat avec d'autres EPCI

- Le réseau des bibliothèques et médiathèques :

- La médiathèque centrale du « Grand Nord » à Mayenne

Mayenne Communauté

Séance du 27 février 2025

- La médiathèque du Pôle culture et jeunesse « Jardin boréal » à Lassay-les-Châteaux
- Les bibliothèques de proximité réparties sur le territoire
- Le conservatoire à rayonnement intercommunal musique, danse et théâtre intégrant :
  - Le site du Grand Nord à Mayenne
  - Le site du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux
- Spectacle vivant et art contemporain
  - une saison professionnelle spectacle vivant pluridisciplinaire
  - une saison professionnelle art contemporain et une école d'arts plastiques articulées autour de l'action culturelle et de l'EAC et d'une action en faveur de la création et de la présence artistique sur le territoire
- Equipements
  - Le Théâtre (3 place Juhel-Mayenne)
  - La Chapelle des calvairiennes (21 rue Guyard de la Fosse-Mayenne)
- Equipement d'exploitation cinématographique
  - Le cinéma : Le Vox à Mayenne
- Equipements patrimoniaux
  - Le musée du Château de Mayenne
  - Participation au Pays d'Art et d'Histoire
- Les subventions aux associations culturelles et patrimoniales

## **8° Petite enfance jeunesse :**

- la coordination et/ou l'animation petite Enfance, enfance, jeunesse et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État
- Petite Enfance :
  - Recenser les besoins pour les moins de 3 ans et les modes d'accueil disponibles
  - Informer et accompagner les familles et les assistantes maternelles
  - Planifier, après recensement, le développement des modes d'accueil
  - Soutenir la qualité des modes d'accueil
  - Gestion de lieux d'accueils de jeunes enfants communautaires : micro- crèches, lieux d'accompagnement à la parentalité, relais petite enfance. (à l'exclusion de la crèche de la commune de Mayenne)
  - Relais Petite Enfance
  - Subvention à la micro crèche Aid'à Dom à Mayenne
- Jeunesse :
  - La création et la gestion de lieux d'accueil jeunesse dans le cadre des ALSH jeunes
    - Local jeune de Mayenne dénommé La Gare
    - Local jeune de Lassay les châteaux jusqu'à l'ouverture du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux

Afin de pouvoir procéder aux modifications proposées, il est rappelé que la modification des statuts requiert la majorité qualifiée, soit les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou l'inverse. Après délibération à la majorité simple du conseil communautaire sur une proposition de modification des statuts, les communes ont 3 mois pour se prononcer à compter de la date de notification. La décision du conseil municipal est réputée favorable si elle n'intervient pas dans ce délai.

Il sera proposé aux communes de prendre une délibération globale où elles se prononceront point par point comme énoncé ci-dessous :

- Point n°1 : « France services »

- Point n°2 : Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire :
- Point n°3 : Compétence culturelle
- Point n°4 : Petite enfance jeunesse

A cet effet, la Direction ressource transmettra aux communes le modèle de délibération. Les communes devront délibérer et transmettre leurs décisions dans les délais requis de manière à ce que l'arrêté préfectoral portant modification des statuts de Mayenne Communauté puisse être pris.

**M. BORDELET** : pour les terrains synthétiques, on avait exclu l'aménagement de vestiaires et la voirie éventuellement. Là on parle que de l'éclairage public.

**M. LE SCORNET** : Dans la délibération que nous allons adresser aux communes, figurera explicitement les vestiaires et puis les aménagements qui permettront d'y accéder.

**M. NICOU** : Ça concerne la formulation du point 5 : action en faveur de l'inclusion et du sport et du handicap. Moi, j'aurais mis des virgules autour du sport et du handicap

**M. LE SCORNET** : Ok, on reprend le libellé précis pour qu'on soit plus clair.

**M. SABRAN** : Je reviens sur un point : VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales « permettant aux EPCI à fiscalité propre d'aider l'une de leurs communes-membres à assumer une charge, souvent des charges de centralité, qui n'ont pas été mutualisées au niveau communautaire ou qui, sans être communautaire, intéressent plusieurs communes membres, justifiant une intervention de l'EPCI ». Cette loi intervient sur quoi ?

**M. SOUTIF** : Ce sont l'ensemble des visas, donc ça rappelle tous les textes qui nous permettent de modifier les statuts. La loi de décembre 2010 sur la réforme des collectivités territoriales permet aux EPCI d'aider une des communes à assumer une charge. C'est plutôt pour faciliter les mutualisations.

**M. LE SCORNET** : Les fonds de concours aussi.

**M. SOUTIF** : C'est pour les mutualisations et les fonds de concours qui sont communautaires, On a repris la phrase qui existait déjà avant, ça n'apporte rien de plus, mais ça permet de bien cadrer l'ensemble de la décision. Sur le cœur de la décision, ça ne change rien, parce que c'est ce qu'on faisait déjà avant et on continue de le faire. C'est le visa qui permet de faciliter les mutualisations entre un EPCI et ses communes membres.

**M. LE SCORNET** : C'est la base de ce que font les fonds de concours.

**M. SABRAN** : Je pensais que ça pouvait être élargi à plus.

**M. LE SCORNET** : Rien n'empêche de réfléchir à nouveau à une évolution des compétences et d'intégration. C'est un autre sujet. Les statuts, c'est un document vivant puisqu'il n'est absolument pas figé dans le marbre. Tout dépend de la volonté à la fois des communes mais aussi de l'intercommunalité à prolonger, intensifier les intégrations, le transfert de compétences. C'est une décision qui nous revient et sur laquelle évidemment on aura à saisir le moment venu en fonction des attentes des uns et des autres.

**M. SOUTIF** : Il faut le voir comme une ouverture. C'est surtout pour éviter un frein et ça facilitera les décisions futures s'il y a besoin d'en prendre.

**M. GARNIER** : Une petite précision s'impose : il sera proposé aux communes de prendre une délibération globale. Je ne pense pas que nous ayons changé notre point de vue au niveau de l'aménagement sportif des terrains synthétiques. Si on dit qu'on n'est pas d'accord avec les terrains synthétiques, il faut qu'on ne soit pas d'accord avec le point numéro 2. On n'a rien contre l'athlétisme, par contre.

**M. SOUTIF** : Il y a une seule délibération mais avec quatre parties. Tu peux être d'accord sur trois points et pas sur le quatrième.

**M. LE SCORNET :** Pour l'athlétisme c'est un peu différent puisqu'on n'avait pas la compétence. C'est un ajout, donc on n'a pas besoin de redélibérer tel qu'on le fait aujourd'hui sur les autres sujets. Ça ne vous empêche pas de vous abstenir ou de voter contre le point numéro 2.

**Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité, valide les modifications statutaires proposées ainsi que les précisions apportées à l'intérêt communautaire.**

**3 - Finances – Attributions de compensation prévisionnelles de 2025 à verser aux Communes**

**M. SOUTIF expose :**

VU l'article 1609 nonies C, paragraphes IV et V du Code Général des Impôts qui traite respectivement de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et de l'attribution de compensation,

VU la délibération du Conseil communautaire en date du 26 novembre 2024 fixant les attributions de compensation définitive de 2024,

VU l'adoption à l'unanimité du rapport final de la CLECT le 26 juin 2024

VU les délibérations des conseils municipaux des Communes d'Alexain, Aron, Charchigné, Champéon, Contest, Grazay, Jublains, La Chapelle au Riboul, La Haie Traversaine, Lassay les Châteaux, Le Horps, Le Housseau Brétignolles, Martigné sur Mayenne, Mayenne, Montreuil Poulay, Moulay, Parigné sur Braye, Placé, Rennes en Grenouille, Saint Baudelle, Saint Georges Buttavent, Saint Julien du Terroux, Saint Germain d'Anxure, Sainte Marie du bois ayant adopté le rapport final de la CLECT du 26 juin 2024

Considérant que les conclusions du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) ont recueilli la majorité qualifiée (*soit les 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale de Mayenne Communauté, soit la moitié des conseils municipaux représentant plus des 2/3 de la population totale de Mayenne Communauté*), en conséquence, ces conclusions sont adoptées.

Il appartient maintenant au Conseil de Communauté de fixer les montants prévisionnels des attributions de compensation de 2025 avant prise en compte d'éventuels transferts ou restitutions de compétences à intervenir en 2025 qui devraient alors faire l'objet d'une évaluation lors d'une nouvelle CLECT qui se réunirait en cours d'année 2025.

ATTRIBUTION DE COMPENSATION PREVISIONNELLE 2025			
	Attribution de compensation prévisionnelle 2025 négative c/73211	Attribution de compensation 2025 prévisionnelle en fonctionnement c/739211	Attribution de compensation 2025 prévisionnelle en Investissement c/13156
ALEXAIN	-6 671		
ARON		78 769	
BELGEARD	-11 126		
COMMER		2 130	
CONTEST	-10 084		
GRAZAY	-13 938		
JUBLAINS		7 004	
LA BAZOGE MONTPINCON	-15 143		
LA HAIE TRAVERSAINE		12 667	



MARCILLE LA VILLE		189 984	
MARTIGNE SUR MAYENNE		389 440	
MAYENNE		3 852 214	-25 422
MOULAY		55 966	
PARIGNE SUR BRAYE		30 203	
PLACE	-4 835		
SACE	-6 629		
SAINT BAUELLE	-22 969		
SAINT FRAIMBAULT DE PRIERES		70 266	
SAINT GERMAIN D'ANXURE	-4 088		
SAINT GEORGES BUTTAVENT		250 470	
CHAMPEON		38 434	
LA CHAPELLE AU RIBOUL		66 325	
CHARCHIGNE		248 385	
HARDANGES		5 145	
LE HORPS		68 337	
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES		18 978	
LASSAY LES CHATEAUX		453 854	
MONTREUIL POULAY		46 771	
RENNES EN GRENOUILLES		6 532	
LE RIBAY		35 765	
SAINT JULIEN DU TERROUX		19 493	
SAINTE MARIE DU BOIS		17 471	
THUBOEUF		19 078	
<b>TOTAL</b>	<b>-95 481</b>	<b>5 983 680</b>	<b>-25 422</b>

**M. SOUTIF** : On a frisé l'incident diplomatique parce que la commune de Champéon a été oubliée dans les attributions de compensation. Pour Champéon, c'est 38 434 euros.

**Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité, fixe les montants d'attribution de compensation prévisionnelle de 2025.**

**4 - Marchés publics - Prestations de conseils, d'assistance et de représentation juridiques Marchés publics – Appel d'Offres - Autorisation de signature (25SER03)**

**M. SOUTIF expose :**

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes de service relatif à la réalisation de prestations juridiques pour Mayenne Communauté, la Ville de Mayenne et le CCAS de Mayenne.

Il s'agit d'un groupement de commandes pour lequel Mayenne Communauté intervient en tant que coordonnateur. Elle agit pour le compte des membres du groupement pour les missions relatives à la passation du présent marché incluant l'attribution, la signature et la notification du marché. Chaque membre du groupement est ensuite responsable de l'exécution du marché selon ses propres commandes.

Cet accord-cadre à bons de commande est conclu sur des prix unitaires, lesquels sont appliqués aux quantités réellement exécutées. Les prestations concernées par cette consultation sont notamment les suivantes :

- Prestations de conseils juridiques (écrits et oraux)
- Accompagnement et assistance
- Représentation en justice

La présente consultation fait l'objet d'une décomposition en quatre lots distincts, dont le libellé et l'objet sont récapitulés ci-après :

Lot 1 : Droit public général
Lot 2 : Droits de l'urbanisme, de l'aménagement et du foncier
Lot 3 : Droit privé et pénal
Lot 4 : Droit de la fonction publique et Droit du travail et social

Cet appel d'offres ouvert a été lancé le 15 décembre 2024 sur les sites des BOAMP, JOUE et de Mayenne Communauté ainsi que sur le profil d'acheteur DEMATIS.

La date limite de remise des offres a été fixée au 31 janvier 2025 et 35 offres ont été déposées dans les délais :

- **12 pour le lot 1** : Seban et associés, Charrel et associés, Caradeux consultants, FIDAL, Adden Avocats Grand Ouest, SENSEI Avocats, Admys avocats, Tanguy Salaun, Cabinet Landot et associés, Urso Avocats, Cabinet Coudray, Cabinet Palmier
- **12 pour le lot 2** : Seban et associés, Charrel et associés, Caradeux consultants, FIDAL, Adden Avocats Grand Ouest, SENSEI Avocats, Admys avocats, Tanguy Salaun, Cabinet Landot et associés, LEXCAP, Cabinet Coudray, GUYON
- **2 pour le lot 3** : Seban et associés et Admys avocats
- **9 pour le lot 4** : Seban et associés, Charrel et associés, Caradeux consultants, FIDAL, Admys avocats, FACTORHY Avocats, Cabinet Landot et associés, LEXCAP, Cabinet Coudray.

La Commission d'Appel d'offres de Mayenne Communauté, réunie le 25 février 2025, a désigné les attributaires du marché n° 24SER03 Prestations de conseils, d'assistance et de représentation juridiques selon la répartition suivante :

N°	LOT	ATTRIBUTAIRE	MONTANT MAXIMUM ANNUEL DE COMMANDES EN € H.T.
1	Droit public général	Cabinet COUDRAY 35 044 RENNES	35 000 €
2	Droits de l'urbanisme, de l'aménagement et du foncier	Cabinet COUDRAY 35 044 RENNES	35 000 €
3	Droit privé et pénal	ADMYS Avocats 69 002 LYON	35 000 €
4	Droit de la fonction publique et Droit du travail et social	Cabinet COUDRAY 35 044 RENNES	35 000 €
<b>MONTANT MAXIMUM ANNUEL TOTAL</b>			<b>140 000 € HT</b>

Selon les termes de la convention constitutive du groupement de commandes et notamment les dispositions de son article 7.3, le coordonnateur signe et notifie au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement l'accord-cadre avec les titulaires retenus. En revanche, selon l'article 6.2 de ladite convention, chaque membre du groupement s'engage à émettre les bons de commande correspondant à ses propres besoins et à exécuter le marché pour la partie qui le concerne selon le processus décisionnel et budgétaire qui lui est propre.

C'est pourquoi, une information sera délivrée à chacun des membres du groupement de commandes concernant l'attribution de cet accord-cadre.

**M. LE SCORNET** : Ça permet de sécuriser nos interventions et nos paiements auprès de ces différentes structures.

**Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité, autorise Monsieur le Président à signer et exécuter chacun des lots susvisés avec les attributaires désignés pour les montants concernés et sur la durée totale du marché, soit 4 ans maximum.**

## **5 – Mise en œuvre du transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2026 des compétences eau potable et assainissement collectif**

### **M. VALPREMIT expose :**

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes, dite « loi Ferrand » ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dite « loi Engagement et Proximité » ;

Vu la loi 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de l'action publique, dite « loi 3DS » ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2224-7 et suivants, L. 5212-1 et suivants, L. 5214-16 et L. 5711-1 et suivants ;

Vu les statuts de Mayenne Communauté ;

Considérant que la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 a initié une restructuration des compétences eau potable et assainissement jusqu'alors prises en charge par les communes, voire les syndicats de communes ou mixtes auxquels tout ou partie de ces compétences avait été transféré ; qu'ainsi, les compétences eau potable et assainissement devaient entrer dans le domaine de compétence obligatoire des communautés de communes le 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Considérant que les lois Ferrand-Fesneau du 3 août 2018 et Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 ont permis aux communes membres d'une communauté de communes d'obtenir, sous certaines conditions de majorité et de délai, le report au 1<sup>er</sup> janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences eau potable et assainissement ; que les communes membres de Mayenne Communauté ont ainsi obtenu le report au 1<sup>er</sup> janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences eau potable et assainissement collectif ;

Considérant qu'en l'état du droit positif, l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour le transfert obligatoire des compétences eau potable et assainissement collectif n'a pas été modifiée ; qu'en particulier, la loi 3DS du 21 février 2022 n'a pas modifié cette échéance ; qu'une proposition de loi n°466 déposée le 9 octobre 2024 visant à assouplir le transfert des compétences eau potable et assainissement a été approuvée par le Sénat et transmise à l'Assemblée nationale le 18 octobre 2024 ; que toutefois, cette proposition de loi n'a pas à ce jour abouti et que le calendrier d'examen de cette proposition de loi n'est pas à ce jour connu ; que, dans ces circonstances, il appartient à la Communauté de communes d'anticiper le transfert des compétences eau potable et assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2026 afin d'assurer la pérennité et la qualité du service public en cas de maintien du transfert obligatoire de ces compétences ;

Considérant par ailleurs que le législateur a, via l'article 14 de la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, institué un nouveau mécanisme de délégation de compétences eau potable et assainissement afin de permettre le maintien des syndicats de communes postérieurement au transfert desdites compétences ; que ce mécanisme juridique doit ainsi permettre d'opérer un transfert des compétences eau potable et assainissement sans remettre en cause l'organisation territoriale de ces compétences ;

Considérant que dans ce contexte, Mayenne Communauté a engagé en juillet 2023 une étude technique, financière et juridique afin d'anticiper le transfert obligatoire des compétences eau potable et assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ; que cette étude s'est déroulée en trois phases comme suit :

- Phase 1 : Etat des lieux des services actuels en charge de l'eau potable et de l'assainissement :
  - analyse technique, financière, tarifaire, juridique et organisationnelle de chaque service en charge de l'eau potable et de l'assainissement sur le territoire ;
  - production de « fiche service » pour chacun d'entre-eux, identifiant les points de vigilance dans la perspective du transfert ;
- Phase 2 : Définition et étude de scénarios de transfert. :
  - l'existence de nombreux services en charge de l'eau et de l'assainissement d'une part et, d'autre part, le fait qu'il s'agisse de syndicats supra-communautaires, intra-communautaires ou de régies communales a ouvert de multiples scénarios possibles d'exercice des compétences, dans le cadre réglementaire fixé par la loi NOTRe.
  - par ailleurs, Mayenne Communauté a souhaité engager un large processus de concertation avec les services actuels pour définir collectivement le projet de territoire en matière de petit cycle. A ce titre, trois ateliers de concertation ont été organisé pour définir collectivement les scénarios jugés souhaitables :
    - atelier 1 : 25/03/2024 dédié strictement à l'eau potable ;
    - atelier 2 : 28/03/2024 dédié strictement à l'assainissement collectif ;
    - atelier 3 : 16/05/2024 dédié au niveau de service souhaitable (en investissement et en exploitation).
  - à l'issue de ces 3 ateliers, le comité de pilotage (COPIL) du 20/06/2024 a validé l'étude de 2 scénarios AEP, composés de 5 variantes, et d'un seul scénario assainissement.
  - Le groupement a procédé à l'analyse juridique, technique et financière de l'ensemble des options identifiées ;
- Phase 3 : présentation de l'analyse comparative aux instances et validation du scénario de transfert :
  - les résultats de l'analyse comparative des scénarios ont été présenté en COPIL du 22/10/2024. Un temps de délibération a été laissé aux services (conseils municipaux ou comités syndicaux) pour recueillir les avis de l'ensemble des autorités actuellement compétentes quant au scénario souhaitable. Compte tenu des annonces gouvernementales laissant planer un doute quant au transfert de compétence obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2026 (annonce du 9 octobre de M. BARNIER), les délibérations ont questionné la volonté de transférer les compétences si finalement, le transfert n'était plus obligatoire et le scénario souhaité le cas échéant. Dans le cas où le transfert était maintenu obligatoire, les services ont également été questionnés sur le scénario souhaité.
  - La quasi-totalité des délibérations ont été réceptionné en prévision du bureau communautaire organisé le 22/01/2025 où une synthèse des délibérations a été proposé. Les avis n'ayant pas été unanimes, des questions subsidiaires ont été posées à certains services pour clarifier leur positionnement.
  - Ces derniers avis ont été réceptionnés et permettent aujourd'hui de proposer le scénario objet de la présente délibération.

Considérant que cette étude a abouti aux scénarios suivants de structuration des compétences eau potable et assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 :

**Structuration de la compétence eau potable au 1<sup>er</sup> janvier 2026**

Périmètres couverts par des syndicats <u>supra communautaires</u>	SIAEP des Avaloirs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le syndicat est autorité compétente en matière d'eau potable.</li> <li>• Le périmètre d'intervention du syndicat sur le territoire de Mayenne communauté reste inchangé.</li> </ul>
---	--------------------	--

		<ul style="list-style-type: none"> <li>Mayenne communauté siège au comité syndical.</li> </ul>
	SIAEPAC de Fontaine Rouillée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le syndicat est autorité compétente en matière d'eau potable.</li> <li>Le périmètre du syndicat est étendu à la commune de Charchigné.</li> <li>Mayenne communauté siège au comité syndical.</li> </ul>
	SMEP du Horps	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le syndicat est autorité compétente en matière d'eau potable.</li> <li>Le périmètre du syndicat est étendu aux communes de la Chapelle Au Riboul, Montreuil-Poulay et Champéon.</li> <li>Mayenne communauté siège au comité syndical.</li> </ul>
	SIAEPANC du COMAVA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le syndicat est autorité compétente en matière d'eau potable.</li> <li>Le périmètre du syndicat est étendu à la commune de Saint-Georges Buttavent.</li> <li>Mayenne communauté siège au comité syndical.</li> </ul>
Périmètres couverts par des syndicats <u>intra-communautaires</u>	SIAEP de l'Anxure et du Perche	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mayenne Communauté est autorité compétente en matière d'eau potable mais délègue la compétence au syndicat pour l'eau potable, par une convention de délégation.</li> <li>Le périmètre du syndicat est étendu à la commune de Martigné-sur-Mayenne.</li> </ul>
	SIAEP du Commer	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mayenne Communauté est autorité compétente en matière d'eau potable mais délègue la compétence au syndicat pour l'eau potable, par une convention de délégation.</li> <li>Le périmètre d'intervention du syndicat reste inchangé.</li> </ul>
Création d'un service communautaire	Mayenne Communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mayenne Communauté est autorité compétente en matière d'eau potable et exerce la compétence sur le périmètre suivant : Grazay, Marcillé-la-Ville et Jublains (actuel SIAEP du Grazay), Aron, Saint- Fraitbault de P., Ville de Mayenne et Parigné-sur-Braye.</li> <li>Le syndicat du Grazay cesse son activité et transfère la compétence à Mayenne Communauté, au même titre que les communes compétentes du secteur centre du territoire.</li> </ul>

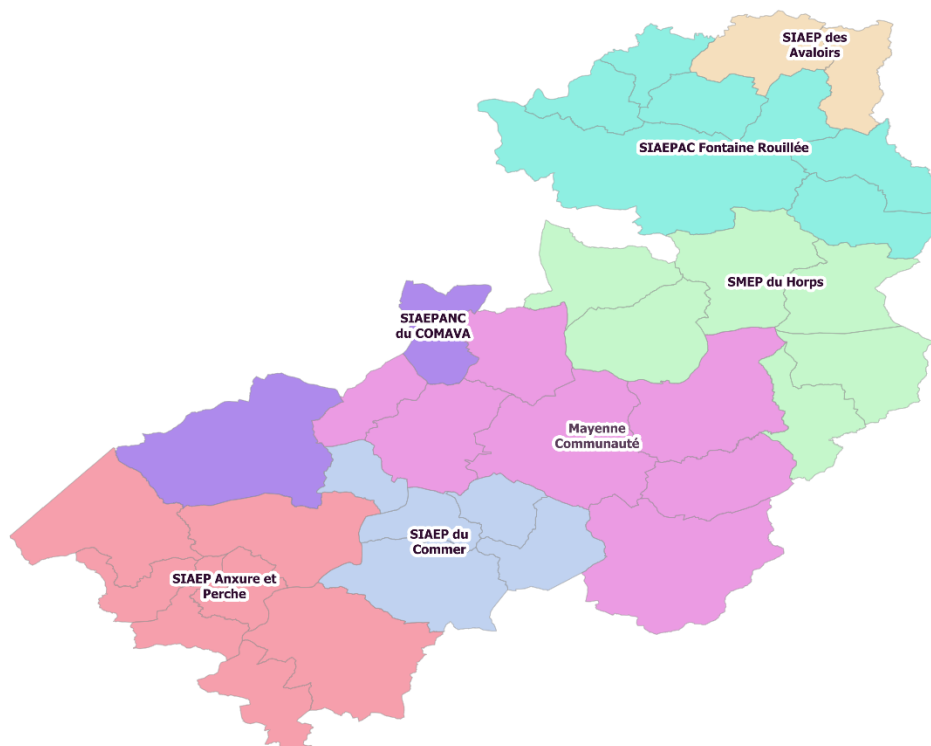
Considérant que cette structuration de la compétence eau potable fait l'objet d'une carte illustrant les périmètres d'intervention et figurant en annexe n°1 de la présente délibération ;

Considérant qu'il est proposé au conseil communautaire d'approuver chacun des scénarios de structuration des compétences eau potable et assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

**Après délibération, le conseil communautaire, à la majorité (Mme GENEST s'étant abstenue)**

- **approuve le scénario de mise en œuvre de la compétence eau potable à Mayenne Communauté.**
- **autorise Monsieur le Président de la Communauté à signer tous les documents inhérents à ce dossier.**
- **charge Monsieur le Président de la Communauté de communes de l'exécution de la présente délibération autant que de besoin.**

## ANNEXE N°1 – PERIMETRES D'INTERVENTION RELATIF A L'EAU POTABLE



### 6 – Mise en œuvre du transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2026 des compétences eau potable et assainissement collectif

#### **M. VALPREMIT expose :**

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes, dite « loi Ferrand » ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dite « loi Engagement et Proximité » ;

Vu la loi 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de l'action publique, dite « loi 3DS » ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2224-7 et suivants, L. 5212-1 et suivants, L. 5214-16 et L. 5711-1 et suivants ;

Vu les statuts de Mayenne Communauté ;

Considérant que la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 a initié une restructuration des compétences eau potable et assainissement jusqu'alors prises en charge par les communes, voire les syndicats de communes ou mixtes auxquels tout ou partie de ces compétences avait été transféré ; qu'ainsi, les compétences eau potable et assainissement devaient entrer dans le domaine de compétence obligatoire des communautés de communes le 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Considérant que les lois Ferrand-Fesneau du 3 août 2018 et Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 ont permis aux communes membres d'une communauté de communes d'obtenir, sous certaines conditions de majorité et de délai, le report au 1<sup>er</sup> janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences

eau potable et assainissement ; que les communes membres de Mayenne Communauté ont ainsi obtenu le report au 1<sup>er</sup> janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences eau potable et assainissement collectif ;

Considérant qu'en l'état du droit positif, l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour le transfert obligatoire des compétences eau potable et assainissement collectif n'a pas été modifiée ; qu'en particulier, la loi 3DS du 21 février 2022 n'a pas modifié cette échéance ; qu'une proposition de loi n°466 déposée le 9 octobre 2024 visant à assouplir le transfert des compétences eau potable et assainissement a été approuvée par le Sénat et transmise à l'Assemblée nationale le 18 octobre 2024 ; que toutefois, cette proposition de loi n'a pas à ce jour abouti et que le calendrier d'examen de cette proposition de loi n'est pas à ce jour connu ; que, dans ces circonstances, il appartient à la Communauté de communes d'anticiper le transfert des compétences eau potable et assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2026 afin d'assurer la pérennité et la qualité du service public en cas de maintien du transfert obligatoire de ces compétences ;

Considérant par ailleurs que le législateur a, via l'article 14 de la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, institué un nouveau mécanisme de délégation de compétences eau potable et assainissement afin de permettre le maintien des syndicats de communes postérieurement au transfert desdites compétences ; que ce mécanisme juridique doit ainsi permettre d'opérer un transfert des compétences eau potable et assainissement sans remettre en cause l'organisation territoriale de ces compétences ;

Considérant que dans ce contexte, Mayenne Communauté a engagé en juillet 2023 une étude technique, financière et juridique afin d'anticiper le transfert obligatoire des compétences eau potable et assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ; que cette étude s'est déroulée en trois phases comme suit :

- Phase 1 : Etat des lieux des services actuels en charge de l'eau potable et de l'assainissement :
  - analyse technique, financière, tarifaire, juridique et organisationnelle de chaque service en charge de l'eau potable et de l'assainissement sur le territoire ;
  - production de « fiche service » pour chacun d'entre-eux, identifiant les points de vigilance dans la perspective du transfert ;
- Phase 2 : Définition et étude de scénarios de transfert :
  - l'existence de nombreux services en charge de l'eau et de l'assainissement d'une part et, d'autre part, le fait qu'il s'agisse de syndicats supra-communautaires, intra-communautaires ou de régies communales a ouvert de multiples scénarios possibles d'exercice des compétences, dans le cadre réglementaire fixé par la loi NOTRe.
  - par ailleurs, Mayenne Communauté a souhaité engager un large processus de concertation avec les services actuels pour définir collectivement le projet de territoire en matière de petit cycle. A ce titre, trois ateliers de concertation ont été organisés pour définir collectivement les scénarios jugés souhaitables :
    - atelier 1 : 25/03/2024 dédié strictement à l'eau potable ;
    - atelier 2 : 28/03/2024 dédié strictement à l'assainissement collectif ;
    - atelier 3 : 16/05/2024 dédié au niveau de service souhaitable (en investissement et en exploitation).
  - à l'issue de ces 3 ateliers, le comité de pilotage (COPIL) du 20/06/2024 a validé l'étude de 2 scénarios AEP, composés de 5 variantes, et d'un seul scénario assainissement.
  - Le groupement a procédé à l'analyse juridique, technique et financière de l'ensemble des options identifiées ;
- Phase 3 : présentation de l'analyse comparative aux instances et validation du scénario de transfert :
  - les résultats de l'analyse comparative des scénarios ont été présentés en COPIL du 22/10/2024. Un temps de délibération a été laissé aux services (conseils municipaux ou comités syndicaux) pour recueillir les avis de l'ensemble des autorités actuellement compétentes quant au scénario souhaitable. Compte tenu des annonces gouvernementales laissant planer un doute quant au transfert de compétence obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2026 (annonce du 9 octobre

de M. BARNIER), les délibérations ont questionné la volonté de transférer les compétences si finalement, le transfert n'était plus obligatoire et le scénario souhaité le cas échéant. Dans le cas où le transfert était maintenu obligatoire, les services ont également été questionnés sur le scénario souhaité.

o La quasi-totalité des délibérations ont été réceptionné en prévision du bureau communautaire organisé le 22/01/2025 où une synthèse des délibérations a été proposé. Les avis n'ayant pas été unanimes, des questions subsidiaires ont été posées à certains services pour clarifier leur positionnement.

o Ces derniers avis ont été réceptionnés et permettent aujourd'hui de proposer le scénario objet de la présente délibération.

Considérant que cette étude a abouti aux scénarios suivants de structuration des compétences eau potable et assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 :

**Structuration de la compétence assainissement collectif au 1<sup>er</sup> janvier 2026**

Périmètres couverts par des syndicats <u>supra communautaires</u>	SIAEPAC de Fontaine Rouillée	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le syndicat est autorité compétente en matière d'assainissement collectif.</li><li>• Le périmètre du syndicat est étendu à la commune de Charchigné, Thubœuf et Saint-Julien du Terroux.</li><li>• Mayenne Communauté siège au comité syndical.</li></ul>
Création d'un service communautaire	Mayenne Communauté	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mayenne Communauté est autorité compétente en matière d'assainissement sur tout le reste du territoire.</li></ul>

Considérant que cette structuration de la compétence assainissement collectif fait l'objet d'une carte illustrant les périmètres d'intervention et figurant en annexe n°2 de la présente délibération ;

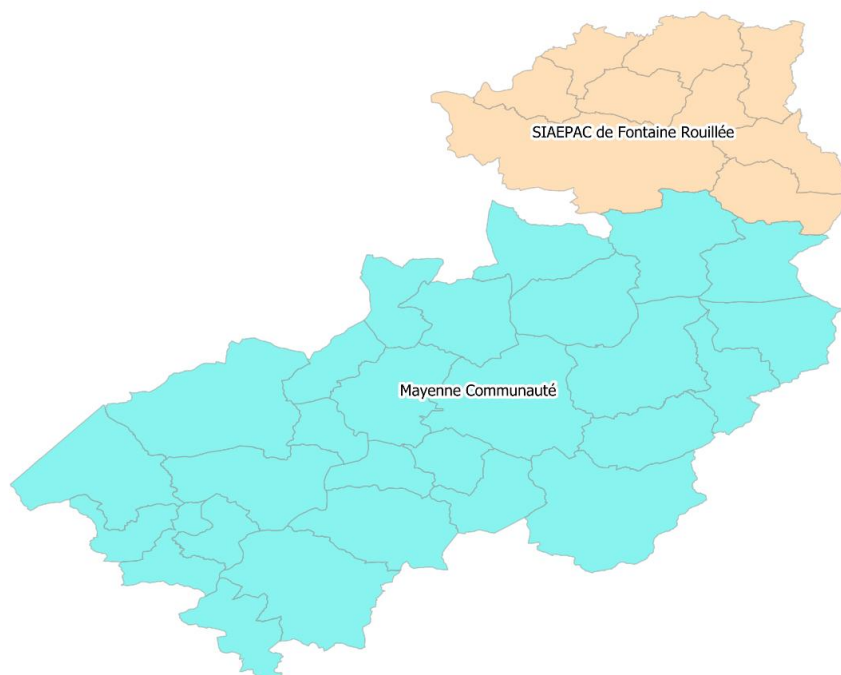
Considérant qu'il est proposé au conseil communautaire d'approuver chacun des scénarios de structuration des compétences eau potable et assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

***Après délibération, le conseil communautaire, à la majorité (MM. BOITTIN et BEAUJARD s'étant abstenus et M. SABRAN ayant voté contre) :***

- ***approuve le scénario de mise en œuvre de la compétence assainissement collectif à Mayenne Communauté.***
- ***autorise Monsieur le Président de la Communauté à signer tous les documents inhérents à ce dossier.***
- ***charge Monsieur le Président de la Communauté de communes de l'exécution de la présente délibération autant que de besoin.***

**ANNEXE N°2 – PERIMETRES D'INTERVENTION RELATIF A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**





**M. LE SCORNET** : Peux-tu préciser pour Saint Georges Buttavent ?

**M. VALPREMIT** : Gérard Brodin a exprimé dans le dernier bureau qu'il rejoindrait le Comava. Il faudra quand même que la commune délibère pour rejoindre le syndicat du Comava et que le Comava délibère pour accueillir la commune de Saint-Georges-Butavent. Si ce n'est pas fait au 31 décembre, la compétence sera transférée à Mayenne Communauté. Aujourd'hui, je n'ai pas écrit de la commune de Saint-Georges-Butavent.

**M. COISNON** : Merci Antoine pour cette synthèse très complète qui relate bien le bilan de tout ce qui a été présenté. Quand il est décidé ou demandé d'approuver le scénario de mise en œuvre de la compétence eau potable, est-ce que cela se réfère à la présentation des tableaux joints ? Lorsqu'on prend le texte de but en blanc, approuver le scénario de mise en œuvre de la compétence eau potable peut prêter à confusion.

**M. VALPREMIT** : Il y a bien des tableaux avec syndicats par syndicats, communes par communes, quels sont les mouvements qui sont faits, des communes vers les syndicats, des syndicats les uns vers les autres, tout est vraiment détaillé. Il y a aussi les cartes qui viennent illustrer.

**M. BOITTIN** : C'est bien indiqué qu'on pourra faire marche arrière si jamais il n'y a pas d'avancement.

**M. VALPREMIT** : Oui, c'est l'engagement qu'on a toujours pris, de dire on avance parce qu'on ne peut pas se permettre d'attendre nos parlementaires. Je le redis devant vous, on remet ce sujet sur la table, si demain la loi est modifiée et on fera un avenant auprès de la mission et Pauline Janvier refera sa tournée des communes. Il sera toujours temps d'annuler et de reprendre une délibération annulant la précédente loi.

**M. DELAHAYE** : Si la loi n'est pas modifiée, de toute façon, c'est transfert de compétences. Par contre, si elle est modifiée, on peut retourner à un autre état ?

**M. VALPREMIT** : Si la loi change, on redébat.

**M. TRANCHEVENT** : J'ai une question sur notre capacité à travailler la faisabilité au 1er janvier 2026. Il faut harmoniser les pratiques, harmoniser les prix, organiser une gouvernance, etc... Qu'est-ce qui se passe si on n'est pas vraiment prêt au 1er janvier 2026 ? A-t-on besoin d'un mois, de deux mois supplémentaires pour

faire les choses correctement et non pas faire les choses à moitié dans un contexte où les équipes vont changer ? Est-ce que le cabinet va nous accompagner jusqu'au bout ? Est-ce que c'est possible qu'on soit raccord en novembre pour qu'on soit bien d'accord et qu'on valide tout ça dans la dernière partie de l'année ? On voit bien la complexité de la mise en harmonie de nos différentes pratiques.

**M. VALPREMIT :** Le cabinet nous accompagne, ne vous en faites pas. Pauline Janvier a déjà commencé à travailler avec ses équipes sur le transfert. Tout ne sera pas uniformisé au 1er janvier, notamment le prix. Évidemment, on n'aura pas tous le même prix de l'eau au 1er janvier, les logiciels ne seront pas uniformisés et les contrats ne seront pas uniformisés. On va uniformiser ce qui est indispensable et opportun de faire. On va lister l'ensemble des tâches et l'ensemble des sujets. Ça reste des petits mouvements, ce n'est pas comme si on avait un seul exercice communautaire pour tout le territoire et qu'on dissolvait les 7 syndicats et qu'on récupérerait les compétences des 8 ou 10 communes qui étaient isolées. Ça reste des petits mouvements, mais une somme de petits mouvements sur lesquels il faudra accompagner l'ensemble des conseils municipaux et des conseils syndicaux. La feuille de route du bureau d'études est de dire que le 31 décembre il faut que tout soit calé. On reparlera de ce sujet parce qu'il y aura certainement des délibérations à prendre dans les conseils municipaux, les conseils syndicaux et le conseil communautaire.

**M. TRANCHEVENT :** L'état du patrimoine a été théorique dans notre réflexion. Désormais, à partir du moment où l'on transfère la compétence, il faut qu'il ne soit plus théorique mais concret, c'est-à-dire qu'on sache que la qualité de ce qui est transféré est la qualité pour avoir l'idée.

**M. VALPREMIT :** Les communes et les syndicats n'ont jamais été capables de faire un inventaire de l'ensemble de l'état des milliers de kilomètres de réseaux. On ne va pas le faire dans les trois mois qui viennent. On n'a même pas, par endroits, de SIG des réseaux, on a des cartes papier des réseaux et des fichiers exhaustifs des abonnés. Tout ce qui n'a pas été réglé depuis des années ne sera pas réglé dans les trois mois. Il y a de gros chantiers qui s'ouvrent pour Mayenne Communauté sur le périmètre qu'elle va avoir à gérer. Dans le cadre de la convention de délégation, il y aura peut-être à dire : là, vous n'avez pas de SIG suffisamment performant, on va vous accompagner pour en mettre en place. Pour les syndicats supracommunautaires, ce sera leur responsabilité d'organiser toute cette modernisation et cette connaissance des réseaux. On n'interviendra pas du tout sur les syndicats supracommunautaires. Le périmètre va être uniquement sur Mayenne Communauté et les deux syndicats infracommunautaires. Dans les syndicats infracommunautaires, on cadrera les choses en fonction des moyens des syndicats et des délégataires. On ne connaît pas l'état des réseaux et on ne va pas diagnostiquer l'état des milliers de kilomètres de réseaux dans les mois qui viennent. Ce n'était pas l'étendue de la mission, et ce n'est pas le sujet de la prise de compétences. On prend en l'état.

**M. DELAHAYE :** Mon interrogation est par rapport à la délibération justement qui est prise. Est-ce qu'on ne doit pas indiquer que si la loi venait à être modifiée, il y aurait une clause de revoyure ?

**M. VALPREMIT :** Je prends l'engagement.

**M. DELAHAYE :** Je nous fais confiance.

**M. VALPREMIT :** Je vous prends l'engagement aussi qu'on délibère aujourd'hui pour une organisation au 1er janvier 2026. Je ne sais pas si je serai encore là au mois d'avril 2026, mais si je suis encore là, je peux vous dire qu'il ne faudra pas qu'il y ait des élus qui viennent nous voir en disant « les prédécesseurs ont fait n'importe quoi » et que trois mois plus tard, on ait les mêmes élus, les adjoints qui viennent nous dire « il faut refaire complètement l'étude » parce que nous, on ne voulait pas garder la compétence, c'est ceux qui voulaient garder la compétence, mais ils sont partis. Il y en a quand même un certain nombre qui décident aujourd'hui et qui ne seront plus là en avril 2026. On ne fera pas cette étude. Elle coûte 150 000 euros, elle est financée une fois mais elle ne le sera pas une deuxième. On ne fera pas cette étude, en tout cas moi je m'y opposerai dans le prochain mandat. S'il y a une volte-face complète des élus des mêmes communes qui étaient contre un transfert de compétence et qui seraient pour demain. On digérera à peine ce transfert au 1er janvier 2026, on ne va pas tout remodifier au 1er janvier 2027, ni même peut-être 2028. C'était aussi une des précautions que j'ai toujours exprimée.

**M. RENARD :** J'ai une question sur l'assainissement. On va arriver en fin de marché pour notre station

d'épuration. Est-ce que je le renouvelle ? S'il y a un transfert de compétences, comment fait-on ?

**M. VALPREMIT** : Il faut qu'on accompagne. Il y a un vrai sujet sur le transfert d'assainissement. Pour une DSP qui se terminait au 31 décembre 2025, il faudra qu'on co-pilote le renouvellement de ce marché entre La Bazoge, qui est autorité sortante, et Mayenne Communauté, qui sera autorité à l'application du nouveau marché. Techniquement, c'est toi qui devrais pouvoir signer le marché aujourd'hui, mais en fait, il va s'appliquer à Mayenne Communauté. Il y a beaucoup de questions qui sont posées sur l'assainissement, notamment comment on organise la récupération de la compétence et quid de la question des excédents d'assainissement qui constituent les trésoreries dans les communes aujourd'hui. Ce n'est pas cohérent de se dire qu'on transfère la compétence en gardant tous les excédents et en transférant des lagunes qui sont prêtes à déborder parce qu'on transfère une charge, mais pas une recette qui vient en face. Mais ce n'est pas cohérent non plus de dire qu'en transférant cette compétence, on met les communes dans la difficulté en récupérant tout l'excédent et toute la trésorerie. Donc, on aura d'autres délibérations à prendre sur comment on organise ce transfert de compétences. Aujourd'hui, je ne sais pas vous dire comment on transfère la compétence. Est-ce que les agents de demain seront toujours communaux et Mayenne Communauté remboursera ? Est-ce qu'ils passeront à Mayenne Communauté ? Tout cela n'est pas creusé aujourd'hui, il fallait bien qu'on délibère sur un choix de transfert de compétence pour faire travailler le bureau d'études demain sur toutes ces questions-là.

**M. BOITTIN** : La réponse du bureau d'études est "on verra". Sauf que si ce n'est pas noté, on ne verra rien du tout. C'est quand même un impact sur la CAF, très important, qui peut nous mettre très mal. Il faudra bien un jour qu'on voie comment on fait. Ça deviendrait catastrophique sinon.

**M. VALPREMIT** : Ce n'est pas la fin du travail ce soir, ce n'est que le début. Mais avant de se dire comment on va aller vers ce chemin-là, il fallait bien qu'on choisisse le chemin vers lequel on va, et donc comment on souhaite s'organiser sur cette compétence-là où il y a assainissement. On choisit comment on organisera cette compétence, sur quelle répartition de la compétence entre les communes, la communauté et les syndicats. Maintenant qu'on sait où on va, il faut regarder comment on y va, mais aussi pour le personnel, peut-être même avant tout pour le personnel. Il y a des agents qui aujourd'hui sont communaux ou syndicaux. Est-ce que demain ils seront payés par Mayenne Communauté ou par la commune ? On n'a pas fini d'en parler.

**M. BOITTIN** : Ce serait bien de le mettre dans la délibération.

**M. VALPREMIT** : Je ne peux pas le mettre dans la délibération, à part vous dire qu'on va continuer l'étude. On charge le bureau d'études de continuer l'étude à partir du moment où on a choisi comment on s'organise, mais ni moi ni eux ne pouvons répondre aujourd'hui. On va continuer à travailler là-dessus. On sait où on va, on ne sait pas comment on y va.

**M. SOUTIF** : J'ai posé la question à Pauline Janvier pour savoir comment traiter cette question. C'est vrai que les modalités ne sont pas vues aujourd'hui. Par contre pour répondre à la question qui a été posée tout à l'heure, avec la cartographie qui est faite là, c'est vrai que si la loi ne change pas au 1<sup>er</sup> janvier 2026, ça va être quoi ? Ça va être des extensions de périmètre pour des syndicats avec des transferts d'actifs et de passifs, et puis par contre il y aura un nouveau budget pour Mayenne Communauté qui va concerner toutes les communes en rose du milieu, les transferts qui correspondront. Après, toutes les modalités restent à discuter.

**M. BOITTIN** : Il y a quand même un impact très important pour nous, qui serait néfaste si jamais...

**M. GARNIER** : Les syndicats supra-communautaires ne seront pas accompagnés ?

**M. VALPREMIT** : On va accompagner sur la partie délibérative de comment il faut que la commune délibère pour adhérer au syndicat. Ensuite, on n'accompagnera peut-être pas sur comment organiser le personnel. Il faut qu'on regarde précisément. Comme vous êtes syndicat supra, notamment la question de la fusion entre deux syndicats supra, clairement, ce n'est pas dans le périmètre de l'étude aujourd'hui.

**M. GARNIER** : Pour la fusion, je suis d'accord. Je pense qu'il en a toujours été question que ça serait à côté.

Mais par contre, pour nos communes, Champéon, La Chapelle, ça devait être réglé, normalement, le 1er janvier 2026.

**M. VALPREMIT :** Pour la partie délibérative, oui. Il faut qu'on regarde précisément après quel était le périmètre de la mission. On accompagnera tant qu'on peut dans le périmètre de la mission. Une communauté n'est pas décideuse dans ces syndicats supra communautaires, on ne va pas aller accompagner ces syndicats supra qui se maintiennent et qui continueront à décider sans Mayenne Communauté. Il n'y a pas non plus de raison que Mayenne Communauté prenne en charge l'ensemble des études pour étendre les périmètres de ces syndicats. On approuve le scénario de mise en œuvre de la compétence eau potable et le scénario de mise en œuvre de la compétence assainissement. On charge le président, mais à travers lui, l'ensemble du conseil et du comité de pilotage d'exécuter la présente délibération et donc de continuer l'étude qui est en cours. On a encore toute une phase d'étude à faire.

**M. SOUTIF :** Il y aura quand même un trait commun de l'appropriation de la manière de faire, la méthodologie.

**M. VALPREMIT :** Ce n'est pas à nous de décider quel est le poids de chacune des communes dans les conseils syndicaux. Ce sera bien aux conseils syndicaux de prendre l'ensemble de ces décisions. On regardera comment on peut accompagner le plus possible. Mais on ne pourra pas non plus se mêler d'une structure dans laquelle on n'est pas compétent. Théoriquement, il y avait 14 mois d'accompagnement au transfert. Ça déborde même au-delà de 2026. Il fallait bien qu'on délibère avant de pouvoir rentrer dans toutes les dimensions de ces transferts de compétences et sur lesquels on se réinterrogera si la loi est modifiée.

**M. LE SCORNET :** On valide un point d'étape important quand même, puisqu'effectivement il dessine le scénario de transfert.

**M. SABRAN :** On va voter l'eau et l'assainissement en même temps ou séparé ?

**M. LE SCORNET :** On fait deux délibérations. Mon petit doigt me dit que c'est un sujet sur lequel on va encore passer quelques heures.

**M. DELAHAYE :** Toutes les communes votent pour l'eau ou ce sont les syndicats qui votent ?

**M. VALPREMIT :** C'est le Conseil communautaire qui délibère sur la façon dont il entend organiser le transfert de compétences. La seule autorité qui délibère, c'est le Conseil communautaire, ce ne sont pas les communes ou les conseils syndicaux. On s'est appuyé sur les délibérations des uns des autres, mais la seule instance délibérative, ce soir, c'est le Conseil communautaire.

## **7 - Plan mobilité et schéma cyclable – Attribution d'un fonds de concours pour le stationnement vélo à la Commune de Marcillé-la-Ville**

### **M. VALPREMIT expose :**

Mayenne Communauté a mis en place un fonds de concours à destination des communes pour favoriser et aider le déploiement de stationnements vélos.

Le Maire de la Commune de Marcillé-la-Ville a sollicité Mayenne Communauté par délibération n° 2024-102 du 16 décembre 2024 afin d'obtenir son soutien financier au titre de ce dispositif.

Le projet prévoit l'achat de :

- 5 racks de 2 arceaux (installé près de l'aire de jeux, de la bibliothèque, du terrain de foot, de la boulangerie et au plan d'eau)

Le coût total d'achat des stationnements vélos est de 1 495 € HT. Le montant du fonds de concours sollicité correspond à 50 % HT du montant d'achat des racks soit 747,50 €.

***Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, accorde un fonds de concours de 747,50 € à la Commune de Marcillé-la-Ville pour financer ce projet de stationnement vélo.***

## **8 - Plan mobilité et schéma cyclable – Attribution d'un fonds de concours pour le stationnement vélo à la Commune de La Bazoge-Montpinçon**

### **M. VALPREMIT expose :**

Mayenne Communauté a mis en place un fonds de concours à destination des communes pour favoriser et aider le déploiement de stationnements vélos.

Le Maire de la Commune de La Bazoge-Montpinçon a sollicité Mayenne Communauté par délibération n° 202502 du 23 janvier 2025 afin d'obtenir son soutien financier au titre de ce dispositif.

Le projet prévoit l'achat de :

- 3 arceaux (installé près de la mairie/bibliothèque)

Le coût total d'achat des stationnements vélos est de 876 € HT. Le montant du fonds de concours sollicité correspond à 50 % HT du montant d'achat des racks soit 438 €.

***Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, accorde un fonds de concours de 438 € à la Commune de La Bazoge-Montpinçon pour financer ce projet de stationnement vélo.***

## **9 - Mobilités – Réseau May'bus – Décision sur les perspectives d'évolution**

### **M. VALPREMIT expose :**

Mayenne Communauté est devenue Autorité Organisatrice de la Mobilité en juillet 2021 reprenant la gestion du réseau de bus de la Ville de Mayenne et le versement mobilité financé par les entreprises de l'intercommunalité de 11 salariés ou plus.

Le marché en cours avec la société Les Cars Bleus pour la gestion du réseau de bus se termine le 02/09/2025 et ne pouvait être poursuivi ayant déjà fait l'objet de deux renouvellements d'une année chacune comme cela était inscrit dans le marché initial de 5 ans + deux fois 1 an.

En juin 2024, un marché a donc été lancé pour étudier les modifications possibles à apporter au réseau actuel, les possibilités techniques et le coût associé dans une limite de budget définie. L'objectif était de bien cadrer l'étude pour ne pas partir sur des scénarios irréalisables financièrement.

Le cabinet ITER a été recruté en septembre 2024. Un premier diagnostic a été fait de leur côté à partir des documents que nous leur avons fournis, de rencontres avec les Cars Bleus, la Région et un relevé sur le terrain dans les bus. Un séminaire a été organisé avec des élus de l'intercommunalité le 21 octobre dernier à Aron pour présenter les premiers résultats et la suite qui devait être donnée. Ces premiers échanges ont permis de ressortir un réseau cohérent et plutôt bien organisé. Du côté des élus présents, l'attente était plutôt sur la possibilité de répondre aux besoins des citoyens notamment dans les communes de la première couronne en étendant le réseau à celles-ci.

ITER a donc travaillé sur différents scénarios d'évolutions du réseau qui ont été présentés en groupe de travail Mobilités le 20 janvier 2025 à Parigné-sur-Braye et en bureau communautaire le 22 janvier.

De ces quatre scénarios, le premier a été retenu avec un réseau qui reste identique dans son fonctionnement mais une extension de la grille horaire au matin afin d'avoir des bus qui circulent sur l'ensemble de la journée. Les autres scénarios d'extension aux communes limitrophes ou de refonte des circuits ont pour le moment été écartés au regard du coût et/ou des incidences sur le réseau actuel.

Il a cependant été décidé de lancer un marché d'une durée moins importante que le marché actuel, pour permettre aux prochains élus de reprendre le sujet et éventuellement de refondre le réseau actuel pour lui permettre d'étendre sa couverture géographique.

Le budget est évalué par ITER à environ 800 000 €/an, en ajoutant le coût actuel et des boucles supplémentaires. Le versement mobilité levé actuellement par l'intercommunalité est à 0,2 % et le résultat 2024 de cette fiscalité représente un montant de 610 000 €.

Cependant, une optimisation du coût est possible car actuellement les véhicules sortent le matin pour uniquement les deux lignes scolaires, il y a donc le matin autant de kilomètres d'aller-retour vers le dépôt que de kilomètres de transport proposés aux usagers. Le versement mobilité sera donc maintenu à 0,2 % compte tenu de cette optimisation possible du coût des circuits du matin.

**M. LE SCORNET** : C'est vrai qu'on a été plutôt agréablement surpris d'entendre parler du service qui est en place aujourd'hui : son efficacité, le nombre de montées dans le car. On s'est aussi interrogé sur la gratuité, je ne sais pas si tu l'as évoquée, je crois que c'est intéressant.

**M. VALPREMIT** : On a quand même interrogé le bureau d'études sur ce que cela donnerait si, demain, le réseau de bus devenait payant. Aucun réseau de bus n'est financé par le coût de l'utilisateur. Vous voyez le débat en ce moment sur les transports scolaires qui ne coûtent pas loin de 200 euros aujourd'hui aux familles, alors qu'ils coûtent en réalité, je crois, 1 500 euros par élève. C'est pareil pour le transport collectif. Si, demain, on mettait en place un système de billettique, vu le nombre de montées que l'on a, on estime les recettes à environ 60 000 euros. Cependant, pour mettre en place la billettique, cela signifie qu'il faut la commercialiser, installer des composteurs à l'entrée, et prévoir des phases de contrôle de temps en temps. Tout cela représente des coûts fixes auxquels on doit faire face, donc 60 000 euros de recettes, mais 40 à 50 000 euros de dépenses. Le net supplémentaire serait donc de 10 à 15 000 euros, avec peut-être un effet induit : si, demain, ce n'est plus gratuit, nous n'aurons plus autant d'usagers, donc nous ne vendrons pas autant de billets que nous avons d'usagers aujourd'hui. Il semble donc peu opportun de mettre en place une tarification avec le réseau tel qu'il est aujourd'hui. Si, demain, il circule pendant plusieurs années, matin, midi et soir, et qu'ensuite on l'étend à des communes plus éloignées et sur un périmètre géographique plus large, à ce moment-là, peut-être que nous aurons tellement d'usagers que cela vaudra le coup de payer les 40 à 50 000 euros pour mettre en place la billettique, car nous aurons en face une recette de 100 à 150 000 euros de billets. Mais vu le réseau que nous avons aujourd'hui, nous n'en sommes pas là.

**M. MOTTAIS** : J'aurais d'abord exprimé une satisfaction sur le fait qu'on ouvre la circulation du bus le matin,

**M. LE SCORNET** : Peut-être ! Elle circule déjà pour le ramassage scolaire.

**M. MOTTAIS** : Oui, mais indépendamment de cette première boucle du tout début de matinée. C'est vrai que c'est une proposition qu'on est nombreux à porter depuis longtemps et je forme le vœu que nous puissions aller plus loin sur ces boucles du matin. Après, j'ai des interrogations, peut-être qu'il y a eu des réponses à la commission Mobilité, mais je n'ai pas pu être présent. C'est d'abord sur la perspective en termes de date de mise en œuvre, de mise en circulation de ces boucles. L'autre interrogation, qui est pour moi un petit regret, c'est le fait de ne pas ouvrir sur les communes voisines. J'entends que les arguments sont budgétaires et c'est tout à fait normal, mais nous n'avons pas eu ce soir, mais encore une fois peut-être que cela a été expliqué en commission, les arguments sur le potentiel. Dans le document, je lis qu'il y a peu de potentiel dans les communes voisines et je veux savoir comment ce constat a été élaboré, car il y a 1496 déplacements qui ont été estimés pour les communes autour, pour revenir avec un constat de peu de potentiel. Pourquoi on estime que c'est peu de potentiel ? Parce que les freins de la mobilité, en tout cas les difficultés de mobilité, ne s'arrêtent pas aux frontières de la ville de Mayenne. C'est mon petit regret, néanmoins je voterai pour la délibération.



**M. BORDELET :** Je vais voter contre. Je m'étais déjà exprimé lors de la prise de compétences. On nous l'a vendue, c'est vraiment le terme. On nous l'a vendue en disant « On va venir vers vous », les communes, notamment limitrophes. Je me souviens de Roger qui avait exprimé le souhait d'aller jusqu'à Montreuil. Avec le conseil municipal de Moulay, on s'était exprimé sur le principe en disant « Ça restera à Mayenne, la ville, et nous, on n'en profitera jamais ». Force est de constater qu'on n'en profitera jamais, même si on repousse sur les futurs élus. Aujourd'hui, il faut être très clair. Dès qu'on parle des communes autour, c'est trop cher. Il ne faut pas mettre de billetterie. Je ne suis pas d'accord avec ça. Je vais voter contre. Je remercie Adrien, puisqu'il a déjà parlé des communes limitrophes.

**M. DELAHAYE :** Je voterai pour. J'ai participé à la dernière commission et on s'est aperçu que le fait de faire payer rapportait globalement 10 000 euros à la collectivité. Ça apportait quelque chose de très hypothétique, car on ne savait pas qui allait encore utiliser le service si jamais on le rendait payant. L'équilibre n'était plus certain. Par contre, je reprends l'idée que j'avais apportée en commission : étudier l'aspect mobilité. Effectivement, faire circuler des cars à vide me dérange, surtout quand je vois parfois des cars passer dans ma commune avec seulement trois personnes à bord. Cela me fait un peu mal au cœur, écologiquement et financièrement. Cependant, il est important de continuer à réfléchir au transport à la demande, pour aller chercher, exceptionnellement, dans nos communes. C'est un point que nous avons également abordé en commission, notamment pour rétablir l'extension du mercredi, au moins pour nos jeunes. C'est pour ça que je vais voter pour la solution, mais toujours dans le vœu et le souhait d'apporter, au moins, cette solution du mercredi après-midi. Il faut continuer à travailler là-dessus.

**Mme JONES :** Je reviens aussi sur la partie billetterie parce que je suis d'accord qu'en l'état, on ne peut pas la mettre en place. Par contre, est-ce qu'on a poussé l'étude si on étendait plus largement aux communes limitrophes et si on mettait une billetterie ? En l'état actuel, je comprends que ça coûte trop cher par rapport à la mise en place et que ça ne rapportera pas. Si on l'étend aux communes limitrophes, on va potentiellement toucher des actifs, qui sont peut-être volontaires pour payer un billet, qui restera à un prix à déterminer. Mais on arrivera à accrocher plus de monde. Est-ce qu'on a été dans l'étude, dans le schéma ? J'ai vu qu'il y a eu plusieurs propositions, mais est-ce qu'on a été au bout de dire qu'on travaille avec un prix du billet potentiel ? Si on veut mettre plus de gens dans les bus, il faut aussi qu'on puisse leur proposer une boucle et un réseau plus intéressants, je pense notamment pour les entreprises.

**M. VALPREMIT :** Est-ce qu'il y a du potentiel dans les communes limitrophes ? Oui, peut-être, à condition d'avoir du cadencement. Si c'est pour faire passer un bus le matin et le soir, personne ne le prendra. Les gens le prendront s'il passe régulièrement et que c'est aussi lisible finalement dans les communes extérieures que ce qu'on a aujourd'hui dans la ville de Mayenne. Avoir du cadencement sur un périmètre plus grand, ça veut dire plus de véhicules, c'est plutôt l'hypothèse du dernier scénario, avec des coûts qui étaient de l'ordre de 1,6 million d'euros. Alors, on peut mettre toute la billettique qu'on voudra, même si, effectivement, il n'y a plus 100 000 voyageurs comme aujourd'hui, mais 150 000 parce qu'on va chercher des gens dans les communes alentours. Ça fera quelques dizaines de milliers d'euros en plus, là où le coût sera des centaines de milliers d'euros supplémentaires. La billettique finance, en général, 15-20 % du coût du transport. Je crois que les mieux, c'est 30 ou 40 % sur des réseaux très bien installés, peut-être comme Lyon. Oui, on ira chercher des usagers supplémentaires, mais à condition d'avoir du cadencement, oui, ça ferait des recettes de billettiques supplémentaires, mais ça ne couvrirait pas du tout le coût que ça représenterait. Si on voulait le faire, il faudrait augmenter. Soit il faudrait assumer de le financer sur le budget général et donc peut-être un million supplémentaire, il faudrait le prendre tous les ans dans le budget général et renoncer à un million d'investissements ou d'actions de fonctionnement, ou alors il faudrait l'assumer en montant le versement mobilité, qui est aujourd'hui à 0,2 % de la masse salariale pour amener 600 000 euros, et on pourrait le monter maximum légal à 0,6 %, donc la recette supplémentaire qu'on pourrait dégager serait au mieux d'1,2 millions euros. Mais ça veut dire prendre 1,2 millions euros aujourd'hui dans les entreprises. Je note que ceux qui s'opposent parce que le bus ne va pas dans les communes alentours, sont les mêmes qui s'opposaient à l'extension du versement mobilité sur le périmètre de l'ensemble de la communauté.

**M. BORDELET :** Tu n'as pas le droit de dire ça. C'est toi-même qui l'as vendu et je te rappelle qu'on a voté contre la prise de compétences mobilité. On n'allait quand même pas voter pour le versement alors qu'on n'était pas d'accord déjà avec la prise de compétences. Ça me paraît assez logique.

**M. VALPREMIT** : Si demain, on veut des bus qui circulent dans toutes les communes et Moulay fait partie de la première couronne, ça représentera un coût important et il faudra augmenter le versement de mobilité. On ne pourra pas le prendre sur le budget général.

**M. BORDELET** : Il ne faut pas mettre ça comme une compétence communautaire puisque ça ne sert pas à la communauté.

**M. VALPREMIT** : On a une compétence organisation des mobilités. Sur un déplacement Moulay-Mayenne, Aron-Mayenne, on a aussi du report modal qui peut se faire vers d'autres modes de déplacement. On a fait un schéma d'itinéraires cyclables. On travaille sur des pistes cyclables. Il va y avoir des pistes cyclables qui vont être construites par le département et en lien avec les communes sur Moulay, Aron, Saint-Baudelle, La Bazoge-Montpinçon vers Mayenne. Les marchés sont en train d'être lancés. La D304 va enfin être aménagée par le conseil départemental. C'est aussi parce qu'on s'est saisi de ce sujet-là que ça permet d'avancer. Évidemment que des retraités, on ne va pas leur dire d'aller consulter ou aller à l'hôpital en vélo, mais n'empêche que des actifs, des collégiens, des lycéens vont pouvoir demain se déplacer de façon sécurisée sur des pistes cyclables. Ça évite des mobilités, transports en commun ou véhicules individuels. L'autre solution complémentaire, c'est le transport à la demande. Plutôt que d'avoir des bus qui circulent une fois de temps en temps et qui sont vides parce qu'on n'a pas un cadencement assez important, il y a la solution du transport à la demande où les gens réservent un transport. C'est normalement une offre de la région du lundi au vendredi de 7h à 19h. Quand on creuse aujourd'hui avec l'étude faite auprès de la région, il y a 30 utilisateurs sur Mayenne Communauté, 30 utilisateurs qui représentent la moitié des trajets. Donc le système de transport à la demande est tout sauf un système de transport à la demande puisque comme 30 personnes qui ont bien compris comment ça fonctionnait prennent ce transport à la demande pour la moitié des trajets. Ensuite on vous dit, je suis désolé, je n'ai plus de véhicule, je ne peux pas répondre à votre demande. C'est concrètement comme ça que ça se passe aujourd'hui le transport à la demande avec la région. On a le covoiturage qui peut être un moyen de se déplacer également. On a investi sur ce sujet. On était à 60 000 trajets par an depuis la suppression abrupte des aides au covoiturage par la région. On faisait 5 000 trajets en décembre et on a fait 1 000 trajets en janvier. Le système de covoiturage ne fonctionne plus parce qu'il n'y a plus les incitatifs qui sont en place. Les gens avaient pris une bonne habitude de covoiturer. Certains l'ont gardé, certainement parce qu'ils sont sur des longs trajets et ils mesurent l'économie que ça représente. L'incitatif n'y étant plus, on a divisé par 5 le nombre de trajets de covoiturage. Se pose la question de continuer ou pas ce dispositif puisqu'aujourd'hui on paye 30 000 euros pour potentiellement 15 000 trajets. Avec la région en soutien derrière, on était à plutôt 60 000-70 000 trajets. Tout ça est complémentaire. Il n'y aura pas des bus qui circuleront partout dans les 33 communes. C'est illusoire et ça n'existe nulle part. Si au moins on avait des bus qui circulaient sur Mayenne et la première couronne, ça serait déjà un projet intéressant. Pour l'instant, on étend le service au matin, si ce n'est pas trop cher dans les offres qu'on ouvrira au mois de mai, potentiellement dès le mois de septembre, si avec la recette versant mobilité qu'on a, on est capable de financer ce coût, on en jugera quand on attribuera le marché et puis en commission de mobilité après l'ouverture des plis. On ne va pas avoir des tonnes d'opérateurs qui vont venir se bousculer pour faire le transport urbain à Mayenne. Parce qu'il faut avoir les véhicules adaptés qui peuvent passer dans le centre-ville de Mayenne. Il faudra que les élus se ressaisissent de ce sujet en 2026, dans le nouveau mandat.

**M. NICOUX** : Je constate aujourd'hui que beaucoup de villes et de collectivités vont vers le bus gratuit. Pourquoi on ferait l'inverse ? Je pense qu'il va y avoir de plus en plus de villes et de collectivités où ça va être gratuit.

**M. VALPREMIT** : Je confirme Dunkerque, qui est le plus grand réseau depuis longtemps est gratuit. Montpellier vient de passer à la gratuité et partout il y a une explosion des usagers. Je n'ai pas d'exemple de gratuits qui sont repassés payants. Il y a Niort qui a un gros réseau gratuit depuis très longtemps.

**M. MOTTAIS** : Quelle est l'évaluation du potentiel dans les communes voisines ? Il est indiqué qu'il y a 1496 déplacements domicile-travail entre les communes limitrophes et Mayenne puisque les emplois sont à Mayenne. A côté de ça, on nous fait une conclusion de peu de potentiel captable dans les communes limitrophes. Je trouve qu'il y a quand même un écart entre le constat et la conclusion et je voudrais savoir



comment a été évaluée cette question du potentiel ? A mon sens, il y a du potentiel donc c'est la méthode qui m'interroge.

**M. VALPREMIT** : On a les flux de domicile-travail. Il y a de mémoire sur l'ensemble du territoire, 17 ou 18 000 emplois et 11 000 sur la ville de Mayenne. Il y a des gens qui viennent travailler à Mayenne mais beaucoup en horaires décalés sur les usines. Il y a du potentiel, mais tôt le matin ou tard le soir. Les courtes distances, pas pour tout le monde, peuvent être faits en mobilité douce, en journée, dans de bonnes conditions. L'offre vélo doit permettre de faire aussi du report modal. Les gens ne prennent plus leur voiture pour un déplacement tout seul, mais prennent demain des déplacements doux.

**M. LE SCORNET** : Je rajouterai un point sur le versement mobilité. Aujourd'hui, dire à la fois aux administrations mais aussi aux entreprises qu'on va augmenter la pression fiscale, dans le contexte économique qui est le nôtre, je ne pense pas que ce soit un bon signal qu'on puisse apporter au monde économique. C'est pour ça que cette affirmation de prudence par rapport à ce qu'on affiche me paraît être, dans le contexte économique qui est le nôtre, plutôt raisonnable. Aujourd'hui, la ville de Mayenne apporte, au travers de la présence des entreprises et des administrations, environ 77 % de mémoire du montant total du versement mobilité. La collectivité qui apporte très majoritairement le financement du versement de transport, c'est Mayenne, au travers de la présence des entreprises et des administrations. Ce n'est pas non plus illogique que le service soit rendu en particulier à Mayenne.

**M. TRANCHEVENT** : On a vu un certain nombre d'entreprises, dans le cadre des problèmes liés au coût de l'énergie, trouver des solutions en décalant le début de l'emploi tous les quarts d'heure. Cela permet de réduire le coût de démarrage des machines et donc de diviser par deux le coût de l'abonnement. Un accord a été conclu avec les employés, qui est plutôt gagnant-gagnant. On s'aperçoit que le covoiturage, qui était plutôt développé dans ces entreprises, a chuté, car les horaires de début et de fin de travail sont désormais très différents. Cela montre bien la fragilité de la situation. Tout évolue très vite pour s'adapter à un certain nombre de choses. J'ai travaillé avec Intercommunalités de France où le sujet central était le transport et son fonctionnement dans les différentes collectivités en France, qu'elles soient rurales ou urbaines. Le cadencement est le maître mot. Là où le cadencement est faible, ça ne fonctionne pas et n'a pas d'avenir. Il faut vraiment que ce soit gratuit. Je ne donnerai pas d'exemples de collectivités qui sont passées de la gratuité au payant, mais celles qui ont fait l'inverse ont vu le nombre d'usagers augmenter considérablement. Le cadencement, associé à la gratuité, attire un grand nombre de personnes. La troisième chose discutée, lors d'une réunion à la région est comment rabattre un certain nombre de personnes des communes limitrophes vers des points proches du cadencement. C'est un vrai sujet. En Picardie, ils ont fait un travail remarquable en combinant cadencement, covoiturage et diverses organisations pour amener les gens aux points de cadencement, soit par covoiturage, soit via des applications, et ensuite ils prennent le bus. Je pense qu'on n'a pas fini de travailler sur ces questions. Il y a vraiment de l'imagination au pouvoir, mais en même temps, il faut prendre en compte la fragilité des évolutions. Par exemple, si le coût de l'électricité augmente de manière phénoménale, comme pendant la crise ukrainienne, cela change radicalement le covoiturage dans certaines entreprises.

**M. LE SCORNET** : Je crois que c'est important qu'on puisse quand même avancer sur cette idée de ramassage (mercredi après-midi, vacances scolaires). Il existe déjà en partie déjà, via Ados Com. On travaille sur cette question, ça paraît tout à fait pertinent.

**M. VALPREMIT** : Le 27 mars, nous allons nous ressaisir de cette proposition de comment nous pouvons mettre en place des transports permettant aux jeunes des communes périphériques de venir profiter des équipements de la communauté dans la ville-centre.

**Après délibération, le Conseil Communautaire, à la majorité (M. BORDELET ayant voté contre) :**

- **lance le marché pour recruter un opérateur de transport urbain, à partir de 09/2025,**
- **prévoit dans ce marché le chiffrage de différentes alternatives : solution de base avec le fonctionnement actuel, hypothèse de la solution actuelle à laquelle on ajoute des boucles supplémentaires le matin à raison de 5 ou 6 boucles,**
- **reporte lors de l'attribution du marché, la date de mise en œuvre des boucles supplémentaires du matin,**

- ***maintient dans l'immédiat le taux de versement mobilité à 0,2% de la masse salariale pour les employeurs de 11 salariés ou plus.***

**10 - Direction des Affaires Culturelles : Conservatoire Mayenne Communauté – Classes Orchestre à l'Ecole (O.A.E) – Tarifs annuels**

**M. BONNET expose :**

Plusieurs Orchestres à l'Ecole existent au Conservatoire.

Il convient de lister l'ensemble de ces dispositifs avec les tarifs correspondants :

Dispositif	Etablissement Scolaire	Classes	Tarif annuel
O.A.E Cordes	Ecole Primaire Jules Ferry - Mayenne	CM 1 – CM 2	50 €/Elève
Batucada	Ecole des 3 Châteaux - Lassay	CM 1 – CM 2	35 €/Elève
O.A.E Vents	Collège Sévigné - Mayenne	6ème, 5ème, 4ème	50 €/Elève
O.A.E Musiques Actuelles	Collège Victor Hugo - Lassay	5ème, 4ème, 3ème	50 €/Elève

***Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide ces tarifs encaissés via la facturation trimestrielle du Conservatoire.***

**11 - CULTURE – Versement d'une avance sur la subvention 2025 du centre culturel le Kiosque**

**M. BONNET expose :**

En raison du vote retardé cette année du BP 2025, l'association le Kiosque centre d'action culturelle de Mayenne Communauté sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2025 qui sera votée le 6 mars prochain lors de l'adoption du budget primitif 2025.

Cette avance d'un montant de 290 000 € est nécessaire afin de permettre à l'association de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses.

Elle sera versée dès que possible dès signature d'un avenant financier à la convention 2024-2026 correspondant.

***Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :***

- ***valide la proposition d'avance au Kiosque avant vote de la subvention 2025***
- ***autorise M. le Président à signer l'avenant financier.***

**12 - Tarifs du centre aquatique**

**M. DELAHAYE expose :**

L'ERFAN (Ecole Régionale de Formation des Activités Aquatiques) a sollicité la collectivité pour utiliser le centre aquatique pour la formation de jeunes stagiaires.

Un tarif pour ce type de public a été délibéré en 2019 pour un montant de 13€/heure/ligne d'eau. Le tarif n'ayant pas évolué depuis, il est proposé de passer ce tarif à 15€/heure/ligne d'eau.

Une convention sera signée avec l'ERFAN pour cette utilisation ponctuelle.

**Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :**

- **valide ce nouveau tarif**
- **autorise M. le Président à signer les conventions correspondantes et les éventuels avenants.**

### 13 – Economie – Tarifs SERE

#### **M. TRANCHEVENT expose :**

Considérant la nécessité d'adapter la grille tarifaire relative aux prestations proposées à la SERE, sont proposés les tarifs suivants :

TARIFS location salles		HT	TTC	HT	TTC
	Nb de pers max	1/2 journée		Journée	
Salle Effervescence	15 à 30 pers	30 €	36 €	55 €	66 €
Salle Bulle d'Oxygène	12 pers	20 €	24 €	35 €	42 €
Salle Point de vue / Salle plein sud	6 à 8 pers	15 €	18 €	25 €	30 €

TARIFS location bureaux locations ponctuelles	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
	1/2 journée		Journée		carte 10 journées/20 demi-journées		1 mois	
Bureau	15 €	18 €	25 €	30 €	175 €	210 €	200 €	240 €
Espace Plein Sud complet							600 €	720 €
Coworking	4,2 €	5,0 €	8,4 €	10,0 €	45,8 €	55,0 €	91,7 €	110,0 €

Carte 10 journées valable 1 an de date à date.

TARIFS location bureaux partagés	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
	1 jour		2 jours		3 jours	
Bureau (Entreprises +3 ans)	65 €	78 €	85 €	102 €	110 €	132 €
Bureau (Entreprises -3 ans)	45 €	54 €	65 €	78 €	85 €	102 €

Domiciliation	HT	TTC
Niveau 1	50 €	60 €
Niveau 2	65 €	78 €

Tarif Photocopies / impressions	HT	TTC
A4 N/B	0,08 €	0,10 €
A4 Couleur	0,17 €	0,20 €
A3 N/B		
A3 Couleur	0,33 €	0,50 €

Niveau 1 : Réception, tri, mise à disposition ou réexpédition du courrier

Niveau 2 : Niveau 1 + scan du courrier avec envoi par mail

Mayenne Communauté

Séance du 27 février 2025

Tarifs location Bureau personnel en pépinière	Année 1		Année 2		Année 3	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Bureau personnel en pépinière	125 €	150 €	140 €	168 €	155 €	186 €
Espace Plein Sud	375 €	450 €	420 €	504 €	465 €	558 €

Pour les locataires en pépinière mise à disposition gracieuse d'une salle 2 demi-journées par mois en fonction des disponibilités. Pépinière : Offre d'accompagnement gratuite renforcée.

**Caution : 125 €**

**Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :**

- **approuve les tarifs proposés**
- **autorise le président à signer tout document inhérent au présent dossier.**

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 20.

Le secrétaire de séance,

Frédéric BORDELET



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET